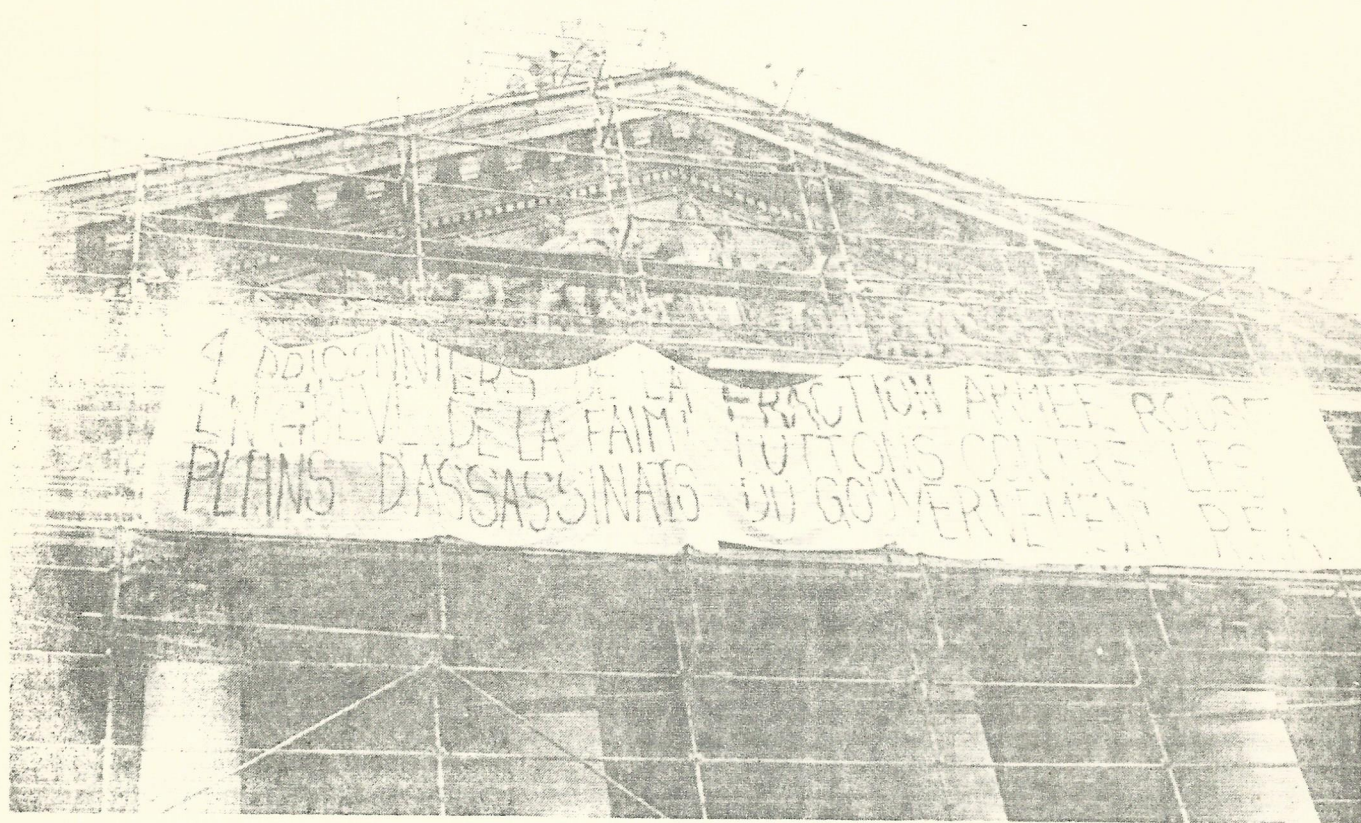


ACTUALITE DE LA RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE



(bruxelles, le 16/2/1979 - place de la bourse)

* * * * *	* * * * *
* <u>SOMMAIRE DU NUMERO 11.....</u>	* 3 F.
* RFA: les procès de STAMMHEIM; GREVES DE LA	*
* FAIM; KLAUS CROISSANT: verdict; lettres	*
* de prisonniers	*
* FRANCE appel pour les SYMPATHISANTS NAPAP;	*
* QHS	*
* IRLANDE: texte du SINN FEIN; CONFERENCE IN-	*
* TERNATIONALE	*
* IRAN : FEDAYINS DU PEUPLE	*
* CANARIES: sur le MPAIAC	*
* EUSKADI: LES REVOLUTIONNAIRES BASQUES chez	*
* les TORTIONNAIRES	*
* Sommaire complet page 3	*
* * * * *	* * * * *

 *
 * ACTUALITE DE LA RESISTANCE ANTI-IMPERIALISTE *

c/o les Temps Modernes
 26 rue de Condé
 75006 Paris - france

SOMMAIRE DU NUMERO 11le 20/2/79

pages

3/4	.....	Editorial
5	.....	Lettre des parents des prisonniers
6	.....	politiques en RFA; les procès de
7	.....	Stammheim (de Siegfried HAAG, Ro-
	.....	land MAYER, Sabine SCHMITZ)
11	.....	procès de Klaus Croissant; Verdict
	.....	Communiqué de l'action à Bruxelles
	.....	de solidarité avec les prisonniers
12	.....	en grève de la faim (photo couv.)
	.....	Grève de la faim de Siegfried HAAG,
	.....	Roland MAYER et Gunter SONNENBERG
13	.....	Lettres de Gunter SONNENBERG
16	.....	Quartiers de Haute Sécurité: plate-
17	.....	forme politique du Collectif de
18	.....	lutte contre les QHS
19	.....	Appel pour les SYMPATHISANTS NAPAP
20	.....	Compte-rendu de la Conférence In-
	.....	ternationale sur l'Irlande Ecft 79
21	.....	Texte du SINN FEIN sur le Parle-
	.....	ment Européen
23	.....	Résolution adoptée à la Conférence
24	.....	Textes de l'Organisation des Fed-
	.....	erats GUERILLEROS DU PEUPLE - IRAN
27	.....	CANARIES. SUR LE MPAIAC
29/30	.....	L'EUROPE, LA FRANCE contre les RE-
	.....	VOLUTIONNAIRES BASQUES
		DIVERS..

Conditions d'abonnement en dernière page
 Imprimerie spéciale: Actualité de la Résistance anti-impéria-
 liste, c/o les Temps Modernes, 26 rue de Condé, 75006 Paris

Directeur de publication Francis Mury
 Commission Paritaire en cours.

EDITORIAL

Nous commençons à en avoir marre de constater de plus en plus en plus qu'autour de nous s'érige un système de répression sans précédent, de constater surtout que les réactions ne dépassent pas les protestations verbales et les signatures, le gouvernement Giscard-Barre livre des réfugiés basques aux tortionnaires et ne fait rien pour poursuivre ceux qui assassinent en territoire français les réfugiés. Un membre d'un comité de soutien aux prisonniers politiques en RFA Gabor Winter est extradé pour ses idées. En Lorraine le pouvoir après avoir mis à la porte des milliers de travailleurs hésite entre Ford et Mercedes pour construire une usine où ces messieurs embaucheront les plus sages. Est-ce là l'Europe que l'on nous prépare ? Une Europe où l'on retrouve les Bigeard, les Poniatowski et autres grands démocrates.

Nous sommes en train de constater sans rien faire ou pas grand-chose la mise en place d'une structure de répression dominée par la RFA social-démocrate devenue "Gauleiter" (gouverneur) d'une région du monde pour les USA et les multinationales.

Il suffit qu'un ministre des affaires étrangères espagnols menace avec l'"appui" de l'Allemagne et de l'Italie de dénoncer la France au parlement européen pour que des militants soient livrés aux tortionnaires.

La Grande-Bretagne a accepté sur simple demande de la RFA l'extradition de ses nationaux vers l'Allemagne sans que la réciprocité soit vraie: la Grande-Bretagne ne peut demander l'extradition des allemands nazis ou autres, le lion se met à genoux devant l'aigle et Astrid Proll militante allemande ayant appartenu jadis à la RAF mais britannique par mariage sera extradée.

Dans les prisons la volonté d'extermination des Etats se précise: le modèle allemand se retrouve ici en France, même situation: à Stammheim un prisonnier très gravement blessé Gunter Sonnenberg est séparé de ses camarades, en France les sympathisants NAPAP eux aussi sont séparés. Dans les deux pays les prisonniers répondent par la grève de la faim, mais qui en parle ? la presse se tait, Libération aussi bien sûr. En Belgique des camarades décidés à briser un mur du silence mortel font des actions spectaculaires à la portée de tous, qu'attendons nous ici, dans le passé lors de grèves de la faim, de prisonniers, de telles actions ont amené les administrations à céder. Action spectaculaire ne veut pas dire forcément illégale, à notre fantaisie révolutionnaire de trouver les formes ! mais ce soutien là est vital pour les prisonniers qui luttent avec leur seule arme: leur corps.

A l'internationale de la répression qui se met en place il faut opposer celle de la solidarité. Nous savons que le pouvoir frappe durement, de Saint-Lazare à l'arrestation du directeur de Rouge, nous savons qu'il a peur des luttes des travailleurs qui n'en peuvent plus. Que ce qu'il craint le plus, c'est l'union, la coordination des luttes, sur tous les fronts.

Il est temps de sortir d'une certaine léthargie, d'un certain mode de jérémiades, des protestations. Il nous faut remettre en question nos sectarismes, nos divisions, le projet que l'ennemi met en place est très, très dangereux.

Allemagne hier et aujourd'hui

Au lendemain de la première projection en France de la série « Holocauste » nous est parvenu le texte ci-dessous, émanant des familles de prisonniers politiques en RFA.

La répression s'abattant d'une façon de plus en plus étouffante sur toutes les structures de défense des libertés en Allemagne, — tant sur les divers comités de soutien que sur les organes légaux d'expression et de défense des libertés —, les familles des prisonniers politiques en RFA, décidées à briser ce silence, multiplient les campagnes d'information.

C'est dans ce cadre qu'elles nous font parvenir ce texte.

Dans la semaine du 22 au 29 janvier 1979, la TV allemande a montré le film américain en quatre parties « Holocauste » sur la persécution des juifs par les nazis de 1933-45. Des années durant, en fait depuis la naissance de la RFA, les mass-media (presse, radio, TV) la main dans la main avec les écoles et les universités ont fait silence sur les crimes du fascisme allemand ou, tout au plus, ont présenté ces crimes comme incidents de parcours de l'histoire du passé allemand. En plus, des organisations anti-fascistes ont été interdites, ou leurs membres, par exemple les membres de l'association des victimes du régime nazi ont été frappés par les Berufsverbote (interdiction professionnelle) et ceci dès l'époque Adenauer. Le premier commandement de l'Allemagne d'après-guerre était d'ignorer donc l'histoire allemande des dernières années. Il est donc d'autant plus étonnant aujourd'hui de constater avec quelle mise en scène les hommes politiques, les journalistes de la presse écrite et de la presse télévisée présentent au public allemand l'émission « Holocauste ».

Peut-on penser qu'aujourd'hui, après 34 ans, il existe des nouveaux principes moraux et politiques ? Peut-on dire que se déroule une véritable discussion sur le fascisme et ses crimes ? Il semble que les responsables de l'information partent de l'idée qu'il n'est plus nécessaire en raison de la situation actuelle en RFA de dresser un barrage au flot d'information concernant le passé du fascisme. Le régime nazi avec ses camps de concentration pour l'extermination des Untermenschen (des sous-hommes) et des adversaires politiques constituent, d'après la version officielle, un chapitre clos de l'histoire allemande.

Mais quelle est, en fait, la réalité actuelle en RFA ? En 1979 il n'y a pas en RFA des camps de concentration comme Dachau, Auschwitz et Treblinka. Ce qui existe c'est ce que l'on

appelle le traitement spécial des prisonniers. Quelque chose de comparable aux quartiers de haute-sécurité en France. En particulier des prisonniers qui, par conviction politique, ont déclaré au système la lutte armée, se trouvent isolés dans des cellules spéciales à l'intérieur des prisons et totalement coupés du monde extérieur. Aucun bruit ne pénètre dans les cellules qui sont entièrement bâties en acier et en béton. Il est impossible de jeter un regard à l'extérieur, le regard se heurte à des grilles et à des verres dépolis, des poutres en béton.

La détention d'isolement existe en RFA depuis au moins 1971, depuis qu'il existe des prisonniers venant de groupes armés en lutte contre l'impérialisme. Ulrike Meinhof, Gudrun Ensslin et Astrid Proll ont subi au plus haut point cette forme de torture lorsque pendant plusieurs mois elles ont été enfermées seules dans des cellules spéciales. De telles cellules existent maintenant dans plusieurs villes allemandes. Les conséquences d'une telle détention ne diffèrent qu'en un point de la situation dans les camps de concentration des nazis : le prisonnier est anéanti isolément et lentement.

Deux exemples récents montrent ce nouveau système d'extermination :

— Après sept ans et demi de détention d'isolement, Werner Hoppe se trouve en danger de mort. S'il reste détenu, il est à craindre après plusieurs expertises médicales qu'il ne meure des conséquences physiques et psychiques de cette torture. A l'heure actuelle, les autorités de la sécurité d'Etat font tout pour que la libération de Werner Hoppe exigée par les médecins n'ait pas lieu. Ce refus est synonyme de condamnation à mort pour Hoppe.

Günther Sonnenberg, lors de son arrestation en mai 1977, a été gravement blessé à la tête. Selon les experts, il est incapable de supporter une détention. Malgré cela le tribunal l'a condamné à la prison à vie. Jusqu'au 22 janvier 1979, il était à Stammheim où, pour des raisons qualifiées de thérapeutiques, il avait au moins la permission d'une promenade quotidienne avec les prisonniers Siegfried Haag et Roland Maier. Aujourd'hui il se trouve isolé dans une cellule spéciale dans la prison de Bruchsal.

Pour toute personne saine, une détention dans de telles conditions signifie, à long terme, la mort. Pour Günther Sonnenberg, compte tenu de ses blessures, ses jours sont comptés. Pour obtenir que soit rétabli son régime antérieur il fait, à l'heure actuelle, et depuis le 22 janvier une grève de la faim avec les prisonniers Haag et Maier.

Si l'on compare donc la situation actuelle dans les prisons en RFA avec celles d'avant 1945, il est clair que la ressemblance fait peur. A propos des conditions de détention auxquelles

sont soumis les détenus politiques, l'avocat Heinrich Hannover affirmait devant le tribunal Russell : « C'était au moins plus franc d'envoyer les adversaires politiques dans un camp de concentration ».

Comment est-il possible que 30 ans après la défaite du régime nazi, il n'y ait non seulement des prisonniers sous traitement spécial, mais en plus depuis un an des cellules construites exprès pour eux ? Les explications principales sont les suivantes :

1. de même que pendant des années une discussion publique approfondie sur les crimes du nazisme a été recouverte par une chape de silence, de même les mass-media observent aujourd'hui un mutisme total à propos des cellules spéciales et de l'isolement complet des prisonniers. On étrangle toute critique portant sur ces faits, comme l'a montré le blocage de l'information en RFA sur le Tribunal Russell.

2. L'Etat moderne social-démocrate engendre, avec son appareil policier gonflé, sa pratique de surveillance et de contrôle pénétrant dans les détails les plus infimes de la vie privée, un climat d'intimidation et de peur. Ceci n'est pas neuf. Souvenons-nous des pratiques de la Gestapo sous le troisième Reich.

Dans plusieurs villes, Berlin et Mannheim entre autres, ont été créés des contractuels dont la mission est de se familiariser avec tous les détails de la vie d'un quartier et qui correspondent au système des « Blockwart » du troisième Reich.

On établit des fichiers sur les personnes vivant en communauté, sur les personnes qui ont participé à une manifestation, sur les personnes allant à l'étranger.

Celui qui combat ce système court le danger d'être passé à tabac ou de se voir tirer dessus.

Lorsque à Hambourg des passants se sont indignés du comportement brutal de la police, lors de la manifestation contre le Shah en décembre 78, la police se justifiait avec la phrase suivante : « Ce ne sont pas des êtres humains ».

Le ministre-président de la Bavière, Strauss, qualifiait, il y a déjà plusieurs années, les membres de la RAF de « bêtes sauvages qui ne pouvaient prétendre à un traitement humain ». Ces paroles ne rappellent-elles pas de façon dramatique l'Allemagne d'avant 1945 ?

Nous n'affirmons pas que la situation actuelle de la RFA est identique à celle de l'Allemagne de 1933-45 : un appareil est en place, si subtil qu'il n'a plus besoin de massacres. Il lui suffit d'anéantir quelques uns et les media font le reste.

N'attendons pas que l'on parle de l'extermination actuelle dans 34 ans. N'attendons pas que ça devienne de l'histoire.

Les parents des prisonniers
politiques en RFA

Compte-rendu d'audiences.

Nous sommes allés de nouveau à Stammheim pour assister aux procès qui s'y déroulent, et ce que nous y avons vécu et appris montre bien l'importance pour les camarades accusés et pour nous-mêmes aussi, d'aller à ces procès.

PROCES D'IRMGARD MÜLLER:

Nous n'avons pu assister au procès d'Irmgard Möller, car il était un vendredi, mais nous avons entendu dire qu'elle ferait une déclaration importante le 29. Espérons que la presse jouera le rôle qui devrait être le sien et informera largement sur ce que déclarera Irmgard Möller.

PROCES DE SIEGFRIED HAAG, ROLAND MAYER, SABINE SCHMITZ:

Le procès contre Siegfried Haag, Roland Mayer et Sabine Schmitz est marqué par une incroyable brutalité qui rappelle certainement celle qui avait régné dans tous les procès contre les quatre camarades de Stammheim. Le JUGE est semble-t-il le même que celui qui a condamné à vie Günther Sonnenberg et il n'a, semble-t-il, rien perdu, de sa hargne et de sa haine. Il coupe la parole, menace, empêche de parler, dans la plus parfaite tradition de Stammheim. Aussi, il n'est pas étonnant, que les camarades accusés aient déposé une requête demandant la destitution du juge pour partialité. Les FLICS sont extrêmement nombreux. En uniforme, ils encadrent la salle, en civil, ils forment la "majorité du public". Leur rôle n'est cependant pas simplement de surveiller la salle, accusés et public, mais il y a aussi, comme un incident l'a démontré, des flics du BKA, dont le but est surtout de continuer de la salle et pendant le procès, l'enquête. Ils notent tout. Le moindre geste est étudié, noté, que ce soit dans le public, ou et surtout, chez les accusés.

Bien sûr, quand on revient ainsi plusieurs fois, on constate que les flics "affectés" à Stammheim, restent les mêmes. Et en les regardant, on se disait, que certains avaient vu "défiler" de nombreux camarades, les avaient vu condamner à des peines souvent incroyablement lourdes, les avaient vu envoyer souvent à vie et même pour la mort, dans ces prisons où règnent totalement l'arbitraire de l'Etat.

En ce qui concerne les fouilles et l'accès à la salle, il faut souligner, car beaucoup de camarades l'ignorent encore, qu'à condition d'accepter ces fouilles extrêmement insistantes, et avec ses papiers d'identité, on entre "librement" à Stammheim. Après les fouilles, la photocopie du passeport et le passage par en tout trois tourniquets, on est enfin dans "l'enceinte". Bien sûr, en ressortir ressort du bon vouloir de l'Etat. Et cependant, toutes ces mesures n'ont pas réussi à rendre tout impossible, même à Stammheim. Rappelons qu'une manifestation avec banderolle avait eu lieu au moment du procès contre Günther Sonnenberg.

A l'audience du mardi, les prisonniers et les avocats ont déposé et justifié leur requête demandant la destitution du juge pour partialité:

les avocats ont d'abord dénoncé l'attitude du juge, qui laisse la police surveiller et diffamer les avocats, empêchant ainsi toute défense politique. Ainsi, on note une nouvelle escalade dans les mesures contre les avocats, puisqu'il semble que soient présentés à des témoins à qui l'on demande d'identifier les auteurs possibles d'action, les photos d'avocats. L'un des avocats souligne que si accepter la défense de combattants signifie une telle situation de surveillance et de criminalisation, cela constitue pour les accusés une véritable entrave à leur possibilité de défense. En effet les avocats auront-ils toujours le courage d'affronter une telle situation. Un incident de plus oppose un avocat au juge quand celui-ci menace de lui interdire de continuer à lire, mis hors de lui par une expression employée par celui-ci. De nouveau réapparaît cette menace constante qui pèse toujours à Stammheim, sur les accusés; perdre leur défenseur.

A ce propos,

- 6 -

Les "atteintes à la défense" sont notons-le une forme détournée mais efficace de lutte contre les prisonniers. Et c'est leur but unique, ne l'oublions pas! Les campagnes contre les violations des droits de la défense, très souvent pour des raisons de divergences politiques avec les prisonniers tentent en général de dissimuler ce fait, et bornent leur campagne à une dénonciation de ces violations. Elles appliquent par là en fait, une tactique proche de celle de l'Etat: réduire les prisonniers au silence, faire le silence sur eux, en mettant au premier plan le cas des défenseurs: ex; Groenewold. C'est certainement parce que Klaus Croissant avait refusé cette ligne, parce qu'il a toujours montré que c'est en tant que défenseur des prisonniers de la RAF qu'il est poursuivi par l'Etat, que l'Etat s'acharne sur lui. L'Etat préfère de loin prendre le risque de campagnes modérées contre les violations de la défense, même quand elles prennent une certaine ampleur, comme avec le Tribunal Russel ou d'autres campagnes internationales, que de voir, se développer une information et donc peut-être une orientation politique par rapport à la lutte armée anti-impérialiste dans les métropoles. Dans le procès contre Siegfried Haag, Roland Mayer, Sabine Schmitz, le juge applique la même tactique contre les défenseurs, et donc contre les prisonniers, que dans les autres procès contre les membres de la RAF, discrediter, discriminer la défense pour d'une part tenter de lui faire peur, pour d'autre part, la discrediter face à l'opinion publique. D'où ces fouilles, surveillance etc. Pour la défense, un juge qui accepte de telles violations de la défense est partial.

Constatons encore que le ton du juge, sa nervosité, son intransigeance montre bien qu'il y a là, dès le départ, un antagonisme profond; c'est l'expression de l'affrontement entre l'Etat et la guérilla.

déclarations des prisonniers:

Nous avons signalé qu'un incident avait révélé la présence de flics du BKA au sein du public. Cet incident a fait l'objet des interventions des prisonniers, SABINE SCHMITZ ET SIEGFRIED HAAG, et a servi d'illustration aux raisons pour lesquelles les prisonniers refusent le juge.

En effet, la semaine dernière, quelle n'a pas été la surprise des accusés de voir assis dans la salle, comme simple spectateur, un type qu'ils avaient vu peu de temps auparavant sur une plate-forme qui existe dans la salle d'audience et où n'ont accès que les flics. Pressé de question, le type avait dû reconnaître être du BKA et être là en fonction. Le rôle de tels types est clair, et il est devenu encore plus clair, à la fin de l'audience, quand la cour a lu de soi-disant messages codés. On voit bien là le rôle des flics, qui doivent observer les réactions des accusés, voire du public, à certains mots ou expressions, réactions qui serviraient après à bâtir une accusation. Sabine Schmitz, à ce propos a déclaré: "Il aurait été naïf de notre part de penser que justement ici, dans ce lieu de la justice de Stammheim, que justement ici, nous ne serions pas espionnés, que justement ici nos défenseurs ne seraient pas surveillés, que justement ici, nos maigres possibilités de communication ne seraient pas observées". Sabine Schmitz conclut que c'est là encore un pas de plus dans l'oppression des prisonniers, et que l'attitude du juge par rapport à ce policier, qu'il semble protéger et peut-être connaître est une raison suffisante pour refuser ce juge.

Siegfried Haag avait déjà pris la parole avant Sabine Schmitz, et avait dit en substance, que ce qui s'était passé les dernières heures avait bien mis en valeur le rôle du juge, par rapport aux avocats qu'il attaque, et au contraire par rapport aux flics, dont il tolère, autorise la main-mise absolue sur les prisonniers même dans l'enceinte du procès, et sur leurs avocats dans tous les aspects de leur vie. Il constate: ici, comme dehors, c'est le terrain de la sûreté de l'Etat. Un juge qui accepte cela, qui refuse de parler des mesures de surveillance et de criminalisation des avocats affirmant que cela n'appartient pas à la procédure, qui accepte la présence de policiers et même les protège, un tel juge n'a rien à voir avec la justice. Il est totalement partial.

Le procureur et le public;

Dans ce procès, l'avocat général est égal à tous les avocats généraux dans les procès contre les prisonniers de la RAF, les mêmes arguments, les mêmes accu-

sations, les mêmes attitudes: ainsi accuse-t-il les avocats par leur requête de vouloir seulement faire durer le procès, il ramène ainsi les arguments des prisonniers et des avocats à une simple volonté tactique, cela a deux avantages pour les procureurs, tenter de discréditer les avocats, ne pas discuter sur le fond. Par rapport aux juges, les procureurs ont toujours l'air de vouloir les ramener au plein exercice de leurs prérogatives, comme si c'était nécessaire. Quand à leur volonté de réduire les prisonniers, elle s'exprime aussi dans les tentatives d'intimider le public, ainsi à propos de l'incident du flic, le procureur se tourne vers le public, et déclare, devons-nous aussi demander aux jeunes gens qui prennent des notes, qui ils sont et pourquoi ils sont là. ainsi l'avocat ^{général} qui ne peut tolérer le moindre public n'hésite-t-il pas à s'en prendre à lui, à le menacer directement. Siegfried Haag qui vraisemblablement voulait répondre à cette attaque, ne l'a pas pu, ce malgré de nombreuses tentatives. Ainsi, en ce qui concerne le public, on observe toujours la même tentative à Stammheim, de briser toute information. Les attaques contre le public sont donc des attaques directes contre les prisonniers. Le moins que l'on puisse dire, c'est que ceux-ci ne se laissent pas intimider. Nous devons avoir la même volonté. Briser le huis-clos que tente toujours d'instaurer la justice par ces mesures indirectes, c'est là une des premières tâches du public, et de tous ceux qui sont ou se prétendent solidaires des prisonniers.

PROCES DE KLAUS CROISSANT:

Le procès de Klaus Croissant touche à sa fin. Aux dernières audiences, les avocats et Klaus Croissant ont pris position par rapport aux derniers écrits apportés par le tribunal comme preuves-accusations qu'il a outre-passé ses droits de défenseur.

Le 29.1 est prononcé le réquisitoire, et le 5 et le 6 février auront lieu les plaidoiries.

Le 16 FEVRIER DOIT ETRE PRONONCE LE VERDICT, à moins que d'autres éléments interviennent.

IL EST IMPOSSIBLE QU'APRES AVOIR LAISSE LE PROCES SE DEROULER PENDANT PRES D'UN AN SANS PUBLIC, NOUS NE SOYONS PAS LA AU MOINS LE DERNIER JOUR;

Pour manifester notre solidarité avec Croissant, nous pouvons soit nous rendre à Stammheim, soit pour ceux qui ne peuvent se déplacer, qui travaillent ou qui ne peuvent payer un tel voyage, envoyer des télégrammes à la prison de Stammheim.

Il est vraisemblable que le dernier jour du procès, un certain nombre de personnes se rendront à Stammheim, surtout des avocats, mais espérons-le aussi des militants.

Si des camarades partent ou veulent partir à Stammheim, peuvent-ils en avvertir le journal. Il sera peut-être possible d'organiser des départs en voiture.

Si des camarades envoient des messages de sympathie ou des télégrammes, peuvent-ils en envoyer un double au journal. Nous pourrions peut-être les publier.

Une brochure est parue en Allemagne rédigée par la défense. Elle donne un résumé, une explication des différentes phases du procès et publie des documents et des textes de Klaus Croissant sur ce procès. La brochure est publiée par Fantasia, une maison d'édition de Stuttgart, qui, nous l'avons signalé, a subi souvent la répression policière. Si vous désirez cette brochure, passez vos commandes auprès du journal.

Une dernière remarque à propos des audiences du 22/23: certains camarades n'ont pas attendu le dernier jour pour apporter leur soutien à Klaus Croissant.

A ces audiences était présent en effet un camarade français, pour l'insoumission et lui-même en procès. Il avait préféré venir au procès de Stammheim plutôt que d'être présent au sien. C'est ce qu'il a signifié au tribunal, nous serions curieux de savoir ce que celui-ci en a pensé.

Quand à Klaus Croissant, il a gardé malgré la longueur et l'absurdité de ce procès, et malgré les menaces qui pèsent sur lui, toute sa volonté. Ainsi, alors que le juge citait les dates fixées pour les prochaines audiences et le verdict, Klaus Croissant a demandé au juge: ET LE JUGEMENT EST-IL LUI AUSSI DEJA

A Stammheim, ce 16 février, la justice allemande a pratiquement reconnu qu'elle condamnait sans preuves l'avocat Klaus Croissant.

Après près de douze mois de procès, l'avocat allemand a en effet été condamné à 30 mois de prison; c'était pratiquement le minimum que pouvait appliquer le tribunal, s'il voulait maintenir l'avocat en prison. En effet avec deux ans de prison, Klaus Croissant aurait pu avoir le sursis, et d'autre part, il fallait que le tribunal applique une peine en rapport avec les 18 mois de préventive les 12 mois de procès.

Avec cette condamnation, le tribunal avoue en fait l'extrême minceur du dossier. Le juge d'ailleurs reconnaissait dans l'explication du verdict que la plupart des preuves (des écrits) présentées avait dû être refusée car elle n'avait pas de rapport avec l'accusation portée contre Klaus Croissant.

Mais le but poursuivi par la justice, c'est-à-dire par l'Etat allemand, a été atteint. Ce qu'il fallait, c'était garder Klaus Croissant en prison; l'empêcher de continuer la tâche qu'il s'est fixée, la défense des prisonniers de la RAF, et intimider les avocats susceptibles de suivre l'exemple de Klaus Croissant.

Pour toutes ces raisons Klaus Croissant a été condamné.

Comme d'habitude, la terreur de l'Etat s'est révélée pleinement à propos de ce procès. Ainsi dès le matin, la sortie de l'autoroute menant à Stammheim était coupée par un énorme barrage de flics. Plusieurs cars et voitures, une bonne cinquantaine de policiers en uniforme barraient la route et arrêtaient toutes les voitures étrangères ou venant d'autres villes allemandes. L'identité était notée, le numéro de la voiture relevé, et bien sûr, était noté qui voyage, qui vient avec qui. Cela peut toujours servir pour des accusations futures.

Devant le bâtiment, pour cette fin de procès, le nombre des flics à pied et à cheval est plus important que d'habitude. Et suite à la manifestation des camarades belges deux semaines avant, la fouille est plus précise, et il faut cette fois-ci ôter son pull. Comme si les visiteurs allaient être assez naïfs pour recommencer à deux semaines d'intervalle la même manifestation. (en effet il y a 2 semaines, au moment des plaidoiries, des camarades belges avaient enfilé sous leur pull, des tee-shirts, marqués: Libérez Klaus Croissant Une manifestation un peu semblable avait eu lieu, il y a quelques mois, organisée lors du procès de Gunter Sonnenberg).

Dans la salle, enfin, le public est nombreux et les flics ne sont plus les seuls visiteurs. Le nombre des camarades français n'est pas aussi important qu'on pouvait l'espérer, bien que les camarades de Strasbourg qui étaient déjà venus, avaient été de nouveau là aujourd'hui. Par contre, il y avait de nombreux militants belges. Et il semble que trois parmi eux aient été expulsés de la salle. Arrivés à 2 heures seulement du fait de contrôles, nous n'avons pas

vu la manifestation qu'ils avaient organisée à l'annonce du verdict. Enfin des camarades allemands, des anciens clients civils de Klaus Croissant étaient là. Pratiquement absents au contraire: les avocats, à de rares exceptions près.

Le juge qui lit la sentence est le remplaçant du précédent qui avait eu une attaque lors de l'audience il y a quelques semaines ! et ce jugement, malgré le verdict négatif, prête parfois à sourire.

Le juge "reconnaît à Klaus Croissant des circonstances atténuantes", telles que: Klaus Croissant et ses collègues étaient des pionniers de la défense des "terroristes" ou que Klaus Croissant aurait subi des pressions de la part des prisonniers. Il est intéressant de remarquer que le juge voit aussi comme circonstances atténuantes le fait que Klaus Croissant avait cru devoir répondre à la campagne de presse organisée contre ses clients.

Comme circonstances aggravantes, le juge indique que Klaus Croissant ne semble pas avoir changé ses convictions concernant la défense, ce qui est d'ailleurs en contradiction avec ce qu'il avait prétendu concernant de soi-disant pressions de la part des prisonniers. Le fait que Klaus Croissant reste fidèle à ses convictions est aussi la raison de l'interdiction professionnelle de quatre ans qui lui a été infligée.

Une autre circonstance aggravante retenue contre Klaus Croissant est, comble de l'ironie, le fait qu'il aurait nui à la profession d'avocat et à la justice toute entière par son action ! Ainsi ce ne sont pas la justice et l'Etat allemand qui infligent aux avocats des prisonniers de la RAF des fouilles discriminatoires et révoltantes qui nuisent à la profession d'avocat, c'est Klaus Croissant qui pourtant a toujours fait le maximum pour défendre ses clients. Ce ne sont pas la justice et l'Etat allemand, qui ont pourtant promulgué ces dernières années des lois "RAF" dans le seul but de pouvoir mieux condamner, mieux isoler, mieux exterminer les prisonniers, qui portent atteinte à la justice toute entière. C'est Klaus Croissant, qui a essayé tout le temps de sa défense, de défendre au mieux malgré ces nouvelles lois les prisonniers, de briser l'isolement que la prison et la presse tentaient d'instaurer autour des prisonniers, de protéger l'identité politique et la vie de ceux-ci.

La fin de la lecture du jugement et par là la fin du procès n'a, on peut le regretter, vu de protestation unitaire; chacun a essayé spontanément de manifester sa solidarité à Croissant, chacun agitant la main, criant quelques mots généralement en français, alors que Klaus Croissant était emmené derrière les "coulisses" de la salle d'audience. Le procès était terminé.

Après le procès, l'avocat général se retirait avec les journalistes pour leur dire ce qu'il faut dire. Le public était bien sûr exclu.

La fin du procès de Klaus Croissant ne marque pas la fin des procès de St amheim. Au contraire, C'est maintenant que vont commencer les procès de deux avocats du bureau de Klaus Croissant:

Arndt Müller et Armin Newerla que l'Etat et la justice osent accuser d'avoir passé les armes avec lesquelles les prisonniers se seraient suicidés, comme ils l'affirment. La commission d'enquête sur la mort d'Ulrike Meinhof a montré ce qu'il en est du suicide d'Ulrike. Il serait nécessaire qu'une commission d'enquête s'attache aussi aux prétendus suicides d'Andreas, de Gudrun, de Jan et de Ingrid. Pour que soient condamnés les vrais criminels, ceux qui ont organisé la mise en scène des suicides, pour que soient libérés les deux avocats du bureau Croissant, pour que soient évités de nouveaux "meurtres-suicides" dans les prisons allemandes.

Nous continuerons donc à aller à Stammheim. Même et surtout si le silence fait autour des nouveaux procès est encore plus pesant que celui que nous avons vécu au long de cette année pour le procès de Klaus Croissant.

LIBEREZ KLAUS CROISSANT

LIBEREZ ARNDT MULLER ET ARMIN NEWERLA

VERITE SUR LES MEURTRES DE STAMMHEIM ET DE STADELHEIM

= = = = =

= = = = = COMMUNIQUE = = = = =

" Ce midi, des militants antifascistes ont déployé une banderole de 45 m2 sur le fronton du bâtiment de la bourse (place de la bourse à Bruxelles) avec la mention:

" prisonniers de la Fraction Armée Rouge en grève de la faim: luttons contre les plans d'assassinat du gouvernement RFA"

Cette action a été menée afin de briser le blocus de l'information sur la politique d'extermination menée actuellement dans les prisons ouest-allemandes contre les combattants de la Fraction Armée Rouge, et plus particulièrement aujourd'hui contre prisonniers en grève de la faim.

Il s'agit de Siegfried Haag, Roland Mayer, et Gunter Sonnenberg, en grève depuis le 24/01/79,

Les trois prisonniers luttent par la grève de la faim contre les conditions de détention-extinction exercées contre leur intégrité psychique, physique et politique.

Nous craignons fort pour leur vie aujourd'hui, car nous voyons se répéter exactement la même campagne d'intoxication et d'agression que celles qui ont précédé les assassinats des prisonniers politiques, dans les prisons ouest-allemandes ces dernières années.

Nous ne laisserons pas les gouvernements détruire par la torture et l'assassinat toute opposition fondamentale en Europe et plus particulièrement en RFA.

Nous avons voulu utiliser d'une manière originale, et enfin profitable à la lutte du peuple un bâtiment qui n'est que le siège des criminels intérêts du monde capitaliste, et d'où se planifie l'agression contre le Tiers-Monde et le prolétariat du monde entier.

Bruxelles; le 16/02/79

ps: la police de Bruxelles a procédé à l'arrestation de deux militants anti-fascistes qui furent relâchés 3 heures plus tard après identification, fouille complète et interrogatoire.

Nous joignons la lettre des parents des prisonniers politiques en RFA relative à la grève de la faim.
Des photos de notre action seront disponibles bientôt* "

* cf la photo de couverture.

= = = = =

GÜNTHER SONNENBERG

Depuis le mercredi 24 janvier, Siegfried Haag, Roland Mayer et Günter Sonnenberg se trouvent en grève de la faim.

La seule revendication des prisonniers est la réintégration du prisonnier Günter Sonnenberg dans le système "normal" de détention ou du moins, la continuation de ce qui existait jusqu'au 23 janvier pour Günter Sonnenberg, à savoir le contact quotidien d'une heure avec Siegfried Haag et Roland Mayer.

En effet, ce contact a été rompu brutalement le 24 janvier. Günter Sonnenberg a été transféré de Stammheim à Bruchsal où il est totalement isolé dans l'infirmerie de la prison.

C'est pour demander donc la fin de cet isolement, le retour de Günter à Stammheim au moins, et le contact quotidien pour Günter avec d'autres prisonniers politiques que les trois prisonniers ont commencé une grève de la faim.

PROPOS DE GÜNTER SONNENBERG:

"Etat allemand, après s'être donné le luxe de condamner à la prison à vie, Günter Sonnenberg pourtant grièvement blessé, continue à s'acharner sur ce prisonnier dont il ne semble pas apprécier la volonté de continuer à penser et à lutter, même du fond de sa prison, même malgré ses blessures. Ainsi Günter Sonnenberg est en but à chaque fois qu'il a besoin de soins, aux "tracasseries" de l'administration pénitentiaire qui peuvent devenir rapidement criminelles;

Le dernier exemple est la demande qu'avait faite Günter Sonnenberg, de se faire faire un électroencéphalogramme par un médecin choisi par lui. Cet examen est nécessaire pour que l'opération de la boîte crânienne qu'on doit lui faire pour recouvrir le trou causé par le coup de feu et les opérations, puisse être réalisée. L'encéphalogramme est nécessaire par exemple pour savoir s'il y a encore des dangers de crise épileptique et si Günter doit continuer à prendre des médicaments psychopharmaceutiques. Or l'administration pénitentiaire a accepté que cet examen ait lieu et soit fait par le médecin choisi par Günter Sonnenberg, mais seulement à condition que le médecin de la prison soit informé des résultats et qu'il ait la possibilité de faire des examens supplémentaires. La direction sachant bien que Günter Sonnenberg ne peut accepter ces conditions, prend donc la responsabilité du recul de l'opération, que manifestement, elle veut empêcher.

LETTRES DE GÜNTER SONNENBERG:

Mais malgré toutes les menaces qui pèsent sur sa vie et dont la transferts et sa mise à l'isolement sont les derniers et les plus évidents témoignages, Günter Sonnenberg, continue de sa prison à analyser la situation politique nationale et internationale.

Nous publions des extraits de lettres envoyés par Günter Sonnenberg à un camarade allemand:

LETTRE DE GUNTER SONNENBERG DU 13.12.78:

A propos de ta dernière lettre, je voudrais encore ajouter quelque chose, parce que cela me semble important. Si ce que j'écris, ce que je dis, n'est pas cohérent ou pas compréhensible, dis-le moi; Surtout quand ce n'est pas compréhensible, dans ce cas, je m'efforcerai de l'exprimer autrement.

Je pense que bientôt les choses vont changer en ce qui concerne la politique intérieure (en RFA). La rapidité avec laquelle ces changements interviendront dépend de l'insatisfaction (croissante de la population) et de la force croissante des mouvements de libération.

Pour récupérer cette évolution, ou du moins pour tenter de la récupérer, la situation actuelle, en ce qui concerne les trois grands partis (CDU, SPD et FDP) va se modifier.

A droite, je pense que la CSU va se constituer en parti indépendant et va alors intégrer une partie de la CDU. Je pense que la politique dans ce parti sera déminée par des gens comme Strauss et Dregger etc.

Un autre parti sera formé par la "gauche" de la CDU et la droite du FDP (donc Kohl etc)

Le 3ème parti regroupera la "gauche" du FDP et les gens de droite du SPD (Scheel, Lambsdorff pour le FDP et Schmidt pour le SPD),

tandis que le 4ème parti intégrera des gens comme Dutschke, Brandt etc. Donc une large couche d'insatisfaits et donc aussi les écologistes etc. Leur politique sera de canaliser l'insatisfaction afin que les gens insatisfaits ne rejoignent pas les mouvements de libération. Ce parti ne sera pas et ne peut-être un parti de gouvernement, il restera dans l'opposition parce que les capitalistes, les trusts et naturellement les USA, n'accepteront jamais un tel parti que dans l'opposition.

Sa fonction sera une fonction de canalisation. Plus le mouvement de libération sera fort, plus cet "U-SPD" sera radical.

La coalition gouvernementale sera dirigée par des gens comme Schmidt, Kohl et Genscher. La politique sera la même que celle menée aujourd'hui par Schmidt et Genscher.

Sur le plan international, la politique sera la même que celle de Carter et Schmidt aujourd'hui: soutien financier et matériel aux pays qui pacifient l'Afrique, en Amérique latine, aux "gouvernements civils et parlementaristes", et en Asie, soutien de la Chine et du Japon, et tentative de combattre et d'étouffer les pays socialistes comme le Vietnam.

Par rapport à L'Union Soviétique, et aux autres pays socialistes seront menées simultanément une "politique de paix" et une guerre froide.

C'est déjà ce que fait Carter avec sa "politique des droits de l'Homme".

Cette politique de Carter a déjà enregistré des succès en Angola et en Roumanie. Ainsi à peine a-t-on appris que la Roumanie était un élément incertain au sein du pacte de Varsovie qu'une délégation américaine s'envolait vers la Roumanie pour approfondir la collaboration entre les deux pays.

Mais l'URSS est responsable du fait qu'elle se trouve dans la défensive...

Maintenant l'URSS soutient les mouvements de libération que quand ils ont déjà vaincu. Au lieu de soutenir les mouvements de libération dans les pays capitalistes, ils veulent "une politique de paix".

et ce que tu dis (dans ta lettre) de la stratégie semblable des grandes puissances impérialistes envers les mouvements de libération est juste.

Ce qui est grave, c'est que le pays socialiste, le plus fort militairement ne veut pas voir la guerre et ne comprend pas pourquoi les pays où ont existé des mouvements de libération tombent l'un après l'autre, la Roumanie, l'Angola, la Somalie etc. Jung a montré clairement bien qu'indirectement combien la politique des USA en Angola est victorieuse. Il a dit que cela ne le gênait pas que les cubains et les soviétiques ainsi que les conseillers est-allemands soient enco-

re en Angola . puisque les USA peuvent malgré tout importer leur pétrole de ce pays.

Ce qu'il ne dit pas mais ce qui devient toujours clair après, c'est que quand les USA sont dans un pays, ils s'tendent comme un polype et après un certain temps, ils ont la situation complètement en main. Leur moyen et ce qu'ils mettent toujours en oeuvre (et en Angola, il semble qu'ils^ysoient parvenus), c'est le soutien financier en échange de la possibilité d'importer à bas prix les matières premières. C'est un soutien financier et matériel (conseiller).

Il est vrai que la "politique des droits de l'Homme" de Carter a entre autres comme but de (circonvenir) les tentatives de libération dans des pays comme l'Iran, le Nicaragua, la Rhodésie, l'Afrique du Sud, la Namibie, la Turquie, la Chine (que l'on arme comme une grande puissance), la Palestine etc. La RFA, le Japon et dans une mesure de plus en plus grande, la France, ont comme tâche de pénétrer dans ces pays où les USA ne peuvent pénétrer. L'Arabie Saoudite joue, elle aussi, un rôle important dans la politique des USA et pas seulement parce qu'elle est le plus grand fournisseur de pétrole.

La chute du dollar américain n'est pas l'effet du hasard. C'est la méthode du gouvernement US d'exporter plus pour pouvoir importer à meilleur marché. C'est un instrument disciplinaire. De plus, il est certain que la RFA, ou plutôt en général le Marché Commun ou le Japon ne vont pas tenter de concurrencer les USA.

La RFA continuera à être la base la plus sûre pour les USA, du moins momentanément. Si et comment la situation va changer, cela dépend de nous.

Ce que tu dis du programme de la "sécurité intérieure" est juste. Le Modèle Stammheim doit être construit maintenant aussi en Irlande du Nord.

En fait, je voulais écrire encore plus sur toutes ces choses, j'avais déjà dit cela dans la lettre précédente. Mais j'ai des difficultés parce que cela est très complexe. Le problème, c'est que j'ai tant de choses dans la tête, mais que j'ai des difficultés à dire tout cela dans une lettre parce qu'il y a toujours plusieurs niveaux.

Une chose me vient à l'esprit. Fais-toi donner le livre. Il n'en a pas besoin. Il m'a écrit, il y a peu de temps (après n'être pas venu durant des semaines), qu'il a abandonné son mandat pour des raisons privées et professionnelles. Son évolution a été un retour en arrière continu.

D'autre part, en ce qui concerne ce que tu as dit dans la dernière phrase, je n'ai pas encore reçu le papier sur le meeting, dont tu parles.

Je t'embrasse.

Je suis insatisfait de ma lettre. Günter.

LETTRE DE GÜNTER SONNENBERG , à propos de la situation en TURQUIE:

La Turquie est pour les pays "occidentaux" et leurs deux bases les plus sûres, le Japon et la Chine, aussi un problème. La situation en Turquie est tout aussi problématique (qu'en Iran) même si pour d'autres raisons.

Ezevit est l'homme politique turc le plus important pour les puissances occidentales. Il est le garant de leurs bases. Mais le sol sur lequel il est, est mince. D'un côté, il y a les fascistes turcs (les loups noirs, une partie des militaires et de la bureaucratie) et de l'autre côté la résistance socialiste. En ce qui concerne ces derniers, il y a un gros problème, ils peuvent certes manifester, mais ils ne sont pas armés - alors que par exemple, les "loups noirs" sont un mouvement para-militaire, fasciste, bien équipé. Pour le mouvement socialiste dans ce pays, le comportement des simples soldats sera d'une très grande importance...

Donc, ce qui va se passer dans les prochains temps dans ces deux pays du "moyen-orient" (Iran et Turquie) sera d'une très grande importance. Ce qui sera important aussi évidemment, ce qui sera le plus important, c'est l'attitude des pays socialistes et avant tout de l'URSS. Brechnev devrait évidemment pour cela changer sa politique actuelle qui consiste à soutenir les mouvements de libération une fois qu'ils ont vaincu.

Les USA parlent de politique de paix alors qu'ils font une double guerre froide contre l'Union soviétique et les autres pays socialistes. Alors que les pays socialistes se laissent réellement et trop intimider par la campagne de désarmement de Carter et se réfugient dans la défensive. L'Angola est le résultat le plus récent de la politique US , La Somalie est un autre exemple.

C'est la politique de Carter, la politique des grandes puissances et la politique de la trilatérale.

Soutien économique et militaire des grandes puissances d'un côté, exploitation des matières premières de l'autre. C'est la politique de la trilatérale par rapport aux pays en voie de développement.

Il faut que j'arrête à nouveau pour aujourd'hui. J'ai de nouveau commen-
cé trop tard.

Je t'embrasse. Günter

Je n'ai plus le temps de corriger les fautes parce que l'on éteint la lumière.

[illegible]

Nous avons publié ces lettres de Günter Sonnenberg parce qu'elles témoignent de la volonté de penser et de lutter de Günter. Il nous manque l'extrait de lettre sur l'Iran (allusion dans la lettre sur la Turquie), nous espérons pouvoir la publier.

La publication décidée déjà depuis trois semaines, nous semble aujourd'hui encore plus importante à la lumière des nouvelles informations dont nous avons fait état au début de l'article, à savoir la mise à l'isolement total de Günter Sonnenberg et le fait qu'il est de nouveau livré aux soins du médecin de la prison, ce qu'il refusait totalement, comme nous l'avons dit aussi au début de l'article à propos de sa demande que soit fait un encéphalogramme par le médecin de son choix.

Les lettres publiées ici datent de fin décembre. Il est clair que leur caractère politique et la justesse et la précision des analyses prouvent que pour Günter, sa volonté de garder sa volonté et son identité politique est la plus forte, malgré sa blessure, et malgré la violence de la prison.

Sa mise à l'isolement et sa livraison à la médecine pénitentiaire sont la réponse et un nouveau pas dans la stratégie d'intimidation ou d'extermination envers Günter Sonnenberg, de l'Etat.

La réponse des prisonniers est, nous l'avons dit, leur décision de commencer une grève de la faim. A laquelle G. Sonnenberg participe, ce qui représente, vu son état de santé, une menace sans précédent sur sa vie.

F R A N C E= = = = QUARTIERS DE HAUTE SECURITE = = = =

Nous avons annoncé, dans le n°10, la plateforme du Collectif de Lutte contre les Quartiers de Haute Sécurité. Nous devons, du fait de la longueur de la plateforme, n'en publier que des extraits, aussi nous ne publions que ce qui est conception générale de la situation, et bien sûr nous vous invitons à vous procurer auprès du Collectif la totalité de la plateforme, qui fait état des premières expériences du groupe, depuis la grève de la faim à Notre-Dame (Paris) en août 78 en solidarité avec la grève de la faim des femmes prisonnières contre les QHS, ~~et~~ aux initiatives auprès du Sénat...

" (.....)

Quand une révolte prend l'ampleur et revêt le caractère de spontanéité des mutineries de 73/74, c'est qu'elle est profondément juste.

Les mutineries de 73/74 représentent une fracture, une brèche dans le corps social que le pouvoir n'est pas encore parvenu à colmater. Alors que Mai 68 avait tout remis en question dans les têtes mais rien dans les faits de façon durable, pour la première fois ici on assista à une remise en cause radicale en actes d'un des piliers du système, et non des moindres.

Ceci arrive à un moment où l'on voit poindre une monstruosité architecturale, les prisons modernes, matérialisation de la neutralisation de tout rapport transversal, et micro-expérimentation d'un projet global: la réalisation urbaine du contrôle totalitaire inscrit dans la disposition des grands ensembles, et la gestion définitive de l'ennui érigé en valeur absolue.

"L'aménagement du territoire est principalement et directement conçu en fonction d'une prochaine guerre civile: les routes sont renforcées en prévision du passage des chars; les tours et les ensembles nouvellement construits abritent des caméras qui transmettent à la préfecture, 24 h sur 24, une vue panoramique des rues; dans les immeubles modernes, des "chambres de tir" sont prévues à l'usage des tireurs d'élite de la police." (RATGEB)

En effet, qu'est-ce donc que la "doctrine de SECURITE", si ce n'est l'emballage idéologique de l'ennui ?

La doctrine de sécurité "opère avec la peur des hommes, car l'Etat n'a plus de projet pour lequel il pourrait mobiliser les masses. Elle vise la paralysie totale de toute initiative... Tous les sentiments des gens deviennent illico sentiments d'Etat, sentiments pour l'Etat et pour ses appareils." (Gabor Winter)

Qu'est-ce donc que la campagne d'intoxication gigantesque sur le thème de la sécurité ? Une offensive de l'impérialisme américain reprise par l'OTAN avec l'assistance stratégique de la CIA dans le cadre de son programme de contre-guérilla psychologique, de "counter-insurgency" selon le terme officiel et consacré.

"La doctrine de sécurité est un pur produit de la pensée du Pentagone. Ce sont les Etats-Unis qui l'ont inventée. Les Etats-Unis n'ont pas de doctrine de défense, car personne ne peut menacer leur sol; donc, les Etats-Unis ont été amenés à se doter d'une doctrine de sécurité qui, au-delà des mers, s'occupe des intérêts américains, puisque leur territoire lui-même n'est jamais menacé.

La doctrine de sécurité est très rapidement devenue la doctrine de défense des intérêts américains dans le monde, là où on peut les attaquer, c'est-à-dire la doctrine de défense des intérêts économiques américains. Et finalement c'est devenu la doctrine de défense du Capitalisme et du système politico-économique américain. Tout pays, par conséquent, qui adhère à la doctrine de sécurité, est un pays qui défend les intérêts américains; c'est un pays qui se range donc sous la bannière des Etats Unis, et qui devient une colonie des Américains." (Quant aux lecteurs de France-Soir, ou au téléspectateur qui adhère sans distance critique à la façon dont est exploité un fait divers, il n'est pas conscient d'être, de par son aliénation, la victime d'une politique éminemment concertée de l'impérialisme US, un colonisé mental -note des auteurs)

"On trouve la doctrine de sécurité sur deux continents: d'abord la chasse gardée américaine qu'a toujours été l'Amérique du Sud. Ça a abouti à tous les régimes militaires actuels; les militaires étant le meilleur moyen pour appliquer cette doctrine en Amérique du Sud puisqu'ils ont presque tous été formés dans des écoles militaires américaines. Il y a actuellement quelques 80 000 militaires sud-américains qui sont passés dans des écoles militaires américaines. On les a endoctrinés, et ils appliquent ça dans leur pays.

Le deuxième continent réservé à l'influence américaine depuis Yalta, est l'Europe occidentale. Et ce qu'il y a de frappant, c'est que, alors qu'il y a quelques années on ne parlait guère que de défense, on entend de plus en plus parler de SECURITE. Le Président de la République vient à la télévision et vous dit: "je suis venu vous parler ce soir de la sécurité de la France et de la sécurité des Français", parce qu'on fait l'amalgame maintenant entre la sécurité de la nation et celle des biens et des personnes; et c'est exactement le processus qui a été suivi en Amérique du Sud." (Interview d'un vice-amiral Antoine SANGGUINETTI avril 78)

La "counter-insurgency" reprend à son compte des techniques psychologiques, des techniques d'enquête sociologique. Elle étudie scientifiquement les idées novatrices qui rencontrent de l'écho dans l'opinion, et en galvaude le contenu grâce à des techniques publicitaires et à la politique de la terreur. Europe 1 c'est naturel. Au point où nous en sommes, la nouvelle et la seule définition de la névrose ne peut plus être que la suivante: paralysie comme résultat recherché des techniques de la counter-insurgency.

La counter-insurgency représente la^{ré}conciliation organique de l'Etat policier et de la science des spécialistes. Elle est l'aboutissement logique de la main-mise des technocrates-médecins sur l'ensemble du corps social rendu malade à dessein. Elle fabrique des individus timorés, pusillanimes. C'est l'avènement des Assurances et systèmes de protection en tous genres. C'est la société où les individus ne partent plus en vacances qu'avec un contrat où les intempéries leur sont remboursées. C'est le régime de la Sécurité Sociale, celle qui distribue à chacun un numéro, le numéro de Sécurité Sociale, qui, devenu "Identifiant National", va alimenter le cerveau électronique du projet "SAFARI"

Grâce à ce système puissant, grâce à la collaboration active des syndicats (qui ne veulent pas entendre parler de remise en question de la finalité du travail, qui étouffent à un niveau fédéral si ce n'est local tout ce qui dépasse les revendications catégorielles), toute révolte authentique ne peut plus prendre que les chemins de l'illégalité. Or, l'objectif du Pouvoir est de parvenir à condamner toute révolte authentique, que ce soit à un niveau individuel, collectif ou international, en l'isolant, en l'incarcérant, en la rendant anachronique.

Mais le système se fissure et se vide de son contenu. Le Pouvoir ne s'est pas encore rétabli des mutineries de 73/74. En effet, derrière ces mutineries réapparaissent en filigrane les questions fondamentales, les questions tabou, les banalités de base du genre: "La propriété privée, c'est le vol", par exemple.

Les mutineries de 73/74 remettaient à l'ordre du jour le changement de mode de production; elles opéraient un renversement de perspective qui risquait de rendre tout-à-coup des évidences évidentes. Des évidences qui font qu'on s'aperçoit subitement que les vrais meurtriers sont aux postes de commande (Dassault) Des évidences qui font que l'on s'aperçoit tout-à-coup que le curé d'Urus est un petit artisan du crime, un assassin humain aux mains bien rouges d'un vrai sang humain, rassurant en définitive par rapport aux programmeurs de la mort aseptique des centrales nucléaires, des inventeurs des bombes à bille et des défoliants; un artisan du crime par rapport aux architectes des prisons modernes et aux planificateurs de l'ennui, de la mort lente qui s'installe dans la vie de chacun. Des évidences comme la cruauté et l'aberration d'un système incluant dans sa production le facteur d'obsolescence. (Le facteur d'obsolescence, dont on ne parle pas assez, correspond au temps que met un produit pour s'user. Temps calculé scientifiquement à la production, qui détermine le choix de tel ou tel matériau -métal ou plastique-, le choix de tel ou tel assemblage technique, pour pouvoir renouveler épisodiquement et de façon prévisible le marché. Le facteur d'obsolescence, c'est le maintien artificiel de l'esclavage salarié) .

Les mutineries de 73/74, que personne n'avait prévues, surprisent le Pouvoir lui-même. Devant la nécessité de faire taire cette parole libertaire collective, le gouvernement avait le choix entre deux solutions: soit une libéralisation du système carcéral, (une sorte de mini-accords de Grenelle), soit la liquidation physique des porte-parole, c'est-à-dire de l'ensemble des détenus. Bien que la répression immédiate ait été d'une violence extrême, le gouvernement ne pouvait se permettre de prendre la risque d'un massacre face à une opinion publique qui n'y était pas préparée. Une réforme libérale fut donc improvisée sur le tas pour parer à l'urgence, réforme qui parvint au demeurant assez bien à ses fins: diviser pour régner, puisqu'en fait chaque avantage accordé n'était qu'une concession; toutes les trois lignes, le texte de la réforme était émaillé de "si le comportement du détenu le permet", "si le détenu l'a mérité par sa conduite", etc. Le Pouvoir est ainsi parvenu à contenir la révolte pendant quatre ans, et à préparer dans l'opinion publique, par la campagne sur la sécurité, un virage amorcé en novembre 77 avec l'extradition de Klaus CROISSANT, et confirmé par cette loi du 22 novembre 1978. Il espère avoir maintenant les coudées assez franches pour supprimer d'un coup tous les bouts de chandelle concédés, et noyer sans problème dans un bain de sang, pour cause de "sécurité", tout retour aux mutineries, pourtant prévisible en vertu du principe selon lequel les mêmes causes entraînent les mêmes

effets.

Avec cette loi de 22 novembre 78, le Pouvoir se sent autorisé à retirer son gant de velours pour laisser apparaître au grand jour sa main de fer. Le comportement des matons, (dont nous entretenons actuellement les détenus), multipliant provocations sur provocations, ne cesse d'ailleurs de nous inquiéter sur les intentions réelles du Pouvoir, et nous sommes en droit de nous demander jusqu'où il entend entraîner l'opinion dans sa politique d'appel au lynch."

* * * * *

* * * * *

SOLIDARITE AVEC LES SYMPATHISANTS DES NAPAP !
NON A L'ISOLEMENT ! NON A LA DEPORTATION DES PRISONNIERS POLITIQUES !

Nous avons reçu, du Collectif de Soutien aux Emprisonnés politiques en France, l'appel suivant. Nous vous demandons de le signer, de le faire signer, de le diffuser largement autour de vous, et de le renvoyer, pour le moment, à l'adresse du journal: ARAI, c/o les Temps Modernes, 26 rue de Condé, 75006 Paris. L'appel a déjà reçu plus de 250 signatures et il en faut beaucoup, très vite...

APPEL

Les sympathisants des NAPAP, Gérard, Lapeyre, Oriach, avaient obtenu de la Chancellerie en novembre 77, après une grève de la faim de 33 jours, leur sortie de l'isolement et leur regroupement.

Ce qu'ils avaient gagné de leur lutte a été supprimé le 5 février 1979. Deux d'entre eux ont été déportés dans le fort de l'île de Ré, et sont actuellement séparés et mis à l'isolement.

Nous refusons cette déportation politique.

Nous dénonçons cette nouvelle mesure qui s'inscrit dans le cadre de la politique actuelle de répression contre toutes les pratiques de résistance et de refus, contre toutes les formes de lutte sociale.

Les soussignés exigent la cessation des déportations politiques et appellent au regroupement d'une vaste campagne afin d'obtenir la libération des prisonniers politiques.

Nous avons publié dans le numéro précédent, un texte du comité irlandais allemand qui était en même temps une invitation à une conférence sur l'Irlande.

Cette conférence a eu lieu. Si elle a eu le mérite de révéler un certain nombre de problèmes et de permettre la rencontre de nombreux groupes, elle a eu aussi certains aspects négatifs dus essentiellement à l'ambiguïté qui a fait que certains groupes étaient venus pour parler uniquement de l'Irlande, tandis que d'autres souhaitaient se rencontrer pour réfléchir à une analyse et à une stratégie communes face à l'internationalisation des moyens répressifs et de l'oppression, que va apporter entre autres, LE PARLEMENT EUROPEEN.

En ce qui concerne l'information sur la lutte du peuple irlandais, cette conférence a apporté des précisions sur le développement de prisons ou camps d'internements spéciaux, dont le projet rappelle curieusement Stammheim, en Allemagne, et les QHS, en France. Nous publions la résolution que les groupes présents ont désigné de signer pour dénoncer les conditions d'internements des prisonniers irlandais et pour les soutenir dans leur lutte contre le système pénitentiaire britannique. (On sait que les prisonniers irlandais sont depuis des mois et même certains depuis des années en grève de l'hygiène. On se souvient peut-être de la manifestation des mères et femmes des prisonniers irlandais partout en Europe, et aussi à Paris pour soutenir les prisonniers irlandais dans cette grève extrêmement dure. Ces femmes avaient défilé, vêtues seulement, comme les prisonniers, d'une couverture).

Cette conférence a aussi permis d'entendre la position des différents groupes irlandais (Sinn Fein, IRSP, Revolutionary Struggle par ex.) sur des problèmes aussi essentiels que les élections européennes, comment soutenir la lutte du peuple irlandais, la position par rapport à l'Union soviétique, la lutte armée en Irlande du Sud, le problème lutte nationale de libération et socialisme etc. Nous publions dans ce numéro le texte présenté par le Sinn Fein pour cette conférence et concernant le PARLEMENT EUROPEEN, et nous publierons dans le numéro 12, les autres interventions.

Un problème en tous les cas est apparu clairement et c'est à la fois un problème politique et tactique, c'est l'antagonisme que certains groupes voudraient développer, entre les luttas de libération nationales, ayant plus ou moins le soutien des masses populaires (ainsi en France verrait-on une possibilité d'initiatives communes de soutien au peuple irlandais, et aux peuples bretons ou corse) et les groupes de lutte armée anti-impérialiste, comme par exemple, en Allemagne la RAF dans les métropoles. Cet antagonisme est dangereux. Car toute lutte révolutionnaire, même une lutte de libération nationale, doit être à la fois socialiste et internationaliste, et il est nécessaire que se développe un soutien commun à toutes les luttes de libération et aux prisonniers de tous les groupes luttant contre l'impérialisme.

DOCUMENTS: résolution

texte du Sinn Fein,

= = = = = EUROPE = = = = ANALYSE DU SINN FEIN SUR LE PARLEMENT = =
= EUROPEEN = = = = =

"Les EFFETS DE L'APPARTENANCE A LA CEE ET L'OPINION DE SINN FEIN
A PROPOS DES ELECTIONS DE 1979.

Au moment du référendum de la CEE en Irlande, 17 % de la population (212.000, âge de vote = 21 ans), dans le Sud (1972), et 49 % de la population (239.000, âge de vote = 18 ans), ont voté contre l'entrée de l'Irlande dans la CEE; soit 450.000 personnes; soit 25% de l'électorat de l'Irlande entière.

A cette étape, parmi ceux qui s'opposaient à l'appartenance de l'Irlande à la CEE se trouvaient le Labor Party du Sud, l'Unioniste Démocratique (DUP) et Vanguard dans le Nord, le Congrès des Syndicats Irlandais (ICTU), le Parti Communiste Irlandais, le Parti Ouvrier (WP), Sinn Fein (Provisoire), et la Campagne contre le Marché Commun (A-C M C)

En 1978, le LP, DUP et Vanguard et le WP ont accepté la CEE de manière critique. La ICTU n'a pas encore fait de déclaration sur sa position, mais il y a des sections du Mouvement des travailleurs qui s'y opposent fermement. Sinn Fein (pro), le CPI, et la ACMC (qui s'appelle maintenant Mouvement pour la Souveraineté Irlandaise ISM) se sont mis d'accord sur leur position vis-à-vis des élections de la CEE et prennent en charge l'initiative d'un boycott actif.

Sinn Fein, le seul groupe organisé au niveau national à s'être continuellement opposé à la CEE, a adopté la tactique d'un boycott actif au Congrès National en Octobre 78 et est déterminé à mener l'opposition à la CEE en 1979 comme en 1972 et 1975.

Au fil des années qui ont suivi le référendum, de plus en plus d'Irlandais ont perdu leurs illusions sur la CEE. Ceci a été démontré par plusieurs sondages.

Les répercussions les plus évidentes de la CEE en Irlande ont été:

- * d'énormes hausses de prix
- * l'incapacité des industries "natives" irlandaises à concurrencer (vêtements, ameublement, chaussures)
- * augmentation des investissements des multinationales entraînant la création d'usines filiales ne fabriquant que des pièces détachées.
- * bénéfices perçus initialement par la communauté agricole comme cela avait été promis (à peu près 45% de la population vit directement ou indirectement de la terre), mais le schéma de Modernisation des Exploitations agricoles (directive 159) pour la restructuration des capitaux n'a pas encore été mis en oeuvre et le CAP lui-même est menacé.
- * un territoire de pêche de 200 miles autour de l'Irlande a été ouvert aux flottes supérieures de la CEE.
- * une lente pression exercée par les pays membres de la CEE visant le revirement de la politique irlandaise de neutralité (l'Irlande est le seul pays de la CEE à ne pas être membre de l'OTAN)
- * une augmentation de la domination culturelle des minorités, y compris les communes de langue irlandaise sur la côte ouest.
- * un contrôle de plus en plus important par la CEE sur les ressources minérales irlandaises est sur le pétrole marin des eaux territoriales irlandaises.

Sinn Fein est intégralement contre toute la philosophie de la CEE, et nous la voyons en tant que force rétrograde pour les peuples d'Europe et pour toute l'humanité, en particulier pour les peuples du Tiers-Monde.

Le Mouvement Républicain Irlandais la considère comme une manifestation directe de l'impérialisme, du capitalisme, et du néo-colonialisme, et, ceci étant, nous sommes déterminés à ne pas la réformer, mais à la détruire entièrement.

POUR UNE EUROPE DES PEUPLES ET PAS DES ETATS !

note spéciale: sur les effets de l'appartenance à la CEE sur la guerre de libération contre l'impérialisme britannique en Irlande

1 - L'OTAN soutient les forces d'occupation britanniques en Irlande

2 - Pression de Bonn et de la CEE généralement sur la Grande-Bretagne à ne pas céder à la demande des forces de libération pour le départ des troupes britanniques de l'Irlande.

3 - Des cours extra-territoriales Nord et Sud qui servent de modèle pour la "Convention Européenne sur la Répression"

4 - unification du système monétaire qui sera suivie par l'unification des forces policières et militaires.

5 - il est devenu beaucoup plus difficile de dénoncer la torture par les brits des prisonniers politiques irlandais, et les conditions de détention atroces et dégradantes (400 prisonniers sont dans leur 4^e année de nudité dans l'isolement dans la section H de la prison de Long Kesh)."

(25 et 26 nov 78)

SINN FEIN, 44 PARNELL SQUARE. DUBLIN 1.

= = = = =

"Actualité de la Résistance anti-impérialiste" est disponible dans plusieurs librairies à Paris et en province.

à Paris:

librairies Parallèles, Tiers-Mythe, Norman Béthune, Internationale, l'Harmattan, la Pensée sauvage, la Boulangerie (Montrouge), Artisans du monde, la librairie Arabe, la Brèche, la chasse au Snark, les Deux-mondes,...

En Province, trop peu de librairies le reçoivent, et il est difficile de diffuser de manière régulière quand on ne peut pas y passer soi-même, aussi si des personnes ont l'occasion de passer régulièrement dans une librairie, peuvent-elles nous contacter pour nous aider à diffuser ?

pour l'instant, nous avons besoin d'abonnements, car seuls les abonnements peuvent nous permettre de préparer les futurs numéros de façon sûre..

Abonnez-vous, faites abonner autour de vous, nous pourrions paraître mieux et plus souvent..

10 numéros.....35 F

20 numéros.....70 F

Paiement par chèque intitulé seulement:

"Comité RFA" ou par timbres..

de même pour le soutien financier..!

= =

* * * * *
RESOLUTION ADOPTÉE PAR LES PARTICIPANTS A LA CONFERENCE
INTERNATIONALE SUR L'IRLANDE - FRANCFORT 1979
* * * * *

Nous, les soussignés Comités de solidarité avec l'Irlande en Europe et les Comités européens de soutien aux prisonniers se rencontrant à Francfort à l'occasion d'une Conférence internationale sur l'Irlande en Janvier 1979, adoptons la résolution suivante:

Nous soutenons entièrement le fait que les prisonniers irlandais, détenus par les forces d'occupation britanniques à la fois en Angleterre et en Irlande, aient droit au statut de prisonniers politiques.

En particulier nous condamnons dans les termes les plus fermes le traitement atroce et barbare que l'on fait subir à une proportion croissante de prisonniers, hommes et femmes, dans les sections tristement réputées de Long Kesh et de la prison des femmes de Armagh.

La tentative de criminaliser ces combattants de la liberté va contre la nature des faits. Le gouvernement britannique a déclaré lui-même: "Nous sommes en guerre contre l'Irlande" (Reginald Maudling, M.P.). En conséquence de quoi ils sont arrêtés, brutalement interrogés, et jugés au moyen de lois d'exception dans des Cours spéciales.

Nous sommes conscients que l'impérialisme européen, grâce à ce nouvel état d'exception, utilise la lutte de libération en Irlande comme laboratoire de répression et échange des expériences dans ce domaine avec l'impérialisme britannique.

Quelques aspects de cette coopération ont déjà été mis en pratique pour réprimer les mouvements sociaux et politiques dans toute l'Europe.

A part exprimer notre solidarité avec les prisonniers de guerre irlandais, nous déclarons que les nouvelles structures impérialistes européennes se développent de plus en plus vite et nous sommes d'accord pour intensifier nos efforts afin de dénoncer cette tentative impérialiste et afin de lutter contre la politique et les institutions de la CEE et contre l'intégration politique, financière, policière et culturelle de l'Europe capitaliste.

Comités Irlande de France, Pays-Bas, Norvège, Italie et RFA
Rood Versetz Front, Pays-Bas
Irish Republican Socialist Party, Irlande
Sinn Féin Prov., Irlande
Revolutionary Struggle, Irlande
Senza Galere, Italie
Schwarze Hilfe Marburg, RFA
AKAS, Düsseldorf, RFA
Rote Hilfe Zürich, Suisse
Comité de Défense des prisonniers politiques en RFA, Belgique
Actualité de la résistance anti-impérialiste, France

* * * * *

= = = = = IRAN = = = ORGANISATION DES GUERRILLEROS FEDAYINS DU
= = = = = PEUPLE IRANIEN = = = = =

L'organisation des Fedayins du Peuple a eu un rôle déterminant dans le renversement du régime du Chah; cette organisation lutte depuis de nombreuses années, et beaucoup de camarades sont tombés dans cette lutte révolutionnaire contre la domination impérialiste qui a imposé au peuple iranien un régime sanguinaire, la misère, la torture et les assassinats.

Nous publions l'un des nombreux communiqués de l'organisation des fedayins du Peuple au peuple iranien, de décembre 77:

" LE REGIME DICTATORIAL DU CHAH ESSAIE DE PORTER ATTEINTE A L'HONNEUR DES REVOLUTIONNAIRES PAR DES DOCUMENTS FALSIFIES ET DES ACCUSATIONS MENSONGERES.

Le développement de la lutte armée en IRAN, avec l'apparition d'un lien entre nous et notre peuple opprimé, a effrayé le régime traître du chah. Etant conscient que la radicalisation de cette union, entre vous et nous, causera le renversement de son régime, il essaie de créer une dispersion entre les révolutionnaires et le peuple opprimé et de ne pas laisser les masses populaires soutenir les révolutionnaires. C'est pour cela qu'il essaie de réaliser des plans de nouveaux complots: la préparation et la falsification de faux documents contre les révolutionnaires. C'est pour cela que nous, les révolutionnaires, nous avons le devoir d'informer notre peuple de la nature des complots du Chah.

Nous sommes les enfants, les soeurs et les frères de vous, peuple laborieux. A cause des injustices que vous subissez par ce régime qui vous a privé de tout droit à la vie, même les droits sociaux et politiques les plus élémentaires, et qui répond par des balles et la torture à toute protestation, nous nous sommes révoltés et nous menons une lutte incessante et continuelle tout en soutenant vos luttes revendicatives. Tous ensemble, nous arriverons à renverser le régime du Chah et à faire disparaître les capitalistes dépendants iraniens et les capitalistes pilliers étrangers.

Nous les guerrilleros, nous sommes conscients de toutes les injustices et tous les désastres que nous fait subir le régime du Chah. Nous voulons informer notre peuple pour arriver à renverser la totalité de cet appareil d'injustice et d'oppression.

- nous voulons que l'ouvrier iranien ne soit pas exploité. Nous voulons que lui-même profite de son travail; cela veut dire que nous sommes pour l'égalité des droits sociaux pour tout le monde.

- nous voulons que les paysans deviennent les propriétaires de leur terre, et ne payent pas d'argent pour cela. Nous voulons aussi que les gendarmes quittent les villages.

- nous voulons que les mains des capitalistes étrangers lâchent nos richesses, et que tout les iraniens profitent uniformément de nos richesses nationales. Tous ensemble, nous ferons de l'Iran un pays libre et prospère.

- nous voulons anéantir tous les symboles de la culture rabaisante et pourrie du système capitaliste en Iran

- nous voulons que tous les films corrompus et dépravants de la télévision, le haschich et l'héroïne soient supprimés de la vie de la jeunesse iranienne.

- nous voulons la liberté de l'expression pour tous les iraniens, nous sommes contre la confiscation des livres scientifiques et sociaux. Pourquoi par crainte de la Savak, nous ne pouvons pas dire tout ce que nous pensons, et nous gardons le silence devant l'injustice et l'oppression du régime du Chah ?

- nous voulons que tout le peuple iranien possède toutes les nécessités élémentaires pour la vie.

- nous voulons que tous les iraniens aient un habitat convenable, de la nourriture suffisante, de l'hygiène, des vêtements. Nous sommes contre toute sorte de misère et d'égarement.

C'est clair que pour arriver à tout ceci, nous n'avons d'autre voie que celle de la lutte armée. Avec la force révolutionnaire des travailleurs nous renverserons ce régime d'oppression et d'injustice.

décembre 77. "

Communiqué de février 78:

" QUE LE SOUVENIR DES MARTYRS DE TABRIZ SOIT RESPECTE

Manifeste politico-militaire

A l'aube du 17 fév 78, nous, "l'Organisation des Guerrilleros Fedayins du Peuple Iranien" grâce à la protection des vaillants combats du peuple combattant de Tabriz, nous avons attaqué le commissariat de la zone 3 dans la rue Sh. Tabrizi, et après avoir fait exploser ce centre, nous l'avons incendié.

Le régime dictatorial du Chah les 18-19 février avait répondu par des balles aux protestations, manifestations légitimes du peuple de Tabriz, et s'était baigné dans le sang de centaines de gens de même qu'il avait endeuillé de nombreuses familles. Les centres du régime, comme les commissariats, suivant l'ordre direct du Chah avaient opprimé et assassiné sauvagement le peuple combattant de Tabriz.

Notre Organisation pour offrir sa protection armée au peuple héros de Tabriz a décidé de ne pas laisser ce massacre sans réponse. Nous voulions aussi donner une réponse semblable aux balles tirées par les agents du régime. Appliquant une telle décision, nous avons attaqué en utilisant bombes, mitrailleuses, grenades le commissariat de police de la zone 3 de Tabriz qui avait officiellement un rôle d'opresseur notamment des habitants de "Chah Abad".

Nous déclarons au régime traître du Chah que nous ne laisserons pas sans réponse ses sauvageries et ses assassinats à l'égard des opprimés. Tout oppresseur du peuple se mettra face au feu de nos mitrailleuses.

PEUPLE COMBATTANT DE TABRIZ !

Nous, les "guerrilleros Fedayins du Peuple", sommes vos enfants vos soeurs et vos frères. Nous comprenons bien la douleur que le régime de Pahlavi provoque sur le peuple iranien, et c'est la raison pour laquelle nous menons un combat continu contre le régime du Chah. Le Chah nous traite d'assassins, de terroristes et d'agents des étrangers. Mais, vous savez très bien que c'est le gouvernement anti-populaire du Chah qui est l'assassin, le terroriste et l'agent des étrangers.

Nous vous soutenons dans vos combats et nous sommes prêts à vous offrir notre vie et nous l'avons prouvé à plusieurs reprises. Nous sommes le bras armé du peuple iranien. Comme votre lutte prend de plus en plus d'ampleur, la force de ce bras armé devient plus grande. Et comme vous menez une lutte incessante le régime corrompu de Pahlavi tombera plus vite.

A BAS LE GOUVERNEMENT DU CHAH DICTATEUR QUI EST LE REPRESENTANT
DES CAPITALISTES ETRANGERS DE MEME QU'IL EST LE REPRESENTANT DE
LEURS AGENTS INTERIEURS

QUE S'ETENDE LA LUTTE LEGITIME DU PEUPLE IRANIEN

VIVE L'UNION DU PEUPLE AVEC SES FILS ARMES

VIVE LA LUTTE ARMEE, UNIQUE SOLUTION, POUR LA LIBERTE DE NOTRE
PEUPLE "

l'Organisation des Guerrilleros du
Fedayins du Peuple Iranien
Février 78 "

== == == == ==
== == == == ==
SUITE DE L'EDITORIAL

Demain la RFA se servant de prisonniers brisés comme déjà
elle essaie de le faire ira jusqu'à demander l'extradition
de camarades italiens, français, simplement parce qu'ils sou-
tiennent les prisonniers, une camarade allemande y a d'ailleurs
échappé jusqu'à présent en se mariant à un italien, mais cela
durera-t-il ? Par tous les moyens il nous faut faire front
contre le projet européen, nous ne voulons pas d'une Europe
vassale des USA avec comme suzerain la RFA, pays où selon un
hebdomadaire social-démocrate le Stern, des groupes armés
pro-nazis pris les armes à la main, utilisant explosifs et
armes lourdes sont remis en liberté provisoire (comme les
groupes Delta ici) alors que l'on condamne déjà celui qui
sympathise avec un mouvement de libération anti-impérialiste
comme la RAF, ou dénonce l'extermination des prisonniers.

Ce projet européen vise à éviter de nouvelles défaites
pour l'impérialisme US comme le Vietnam et d'autres peuples
de part le monde, il s'agit de nous paralyser, d'étouf-
fer dans l'oeuf toute résistance.

Déjà au Parlement européen on a discuté de criminaliser
ceux qui propagent les textes, les déclarations des mouve-
ments de résistance comme l'IRA, la RAF, les Cellules Révo-
lutionnaires, l'ETA, etc... En Italie récemment au cours d'une
émission de radio sur les conditions de détention, des parents
de prisonniers politiques étaient arrêtés. Prétexte, complicité,...

Nous reviendrons en détail sur cette Europe qu'on veut nous
faire avaler, nous expliquerons quel rôle elle joue dans le
plans de la Commission Trilatérale, que signifie l'associa-
tion de beaucoup de pays africains et d'Amérique centrale
aux communautés européennes, et le rôle de l'internationale
socialiste là-dedans.

Cela suffit, il est temps de tout mettre en oeuvre à tous
les niveaux pour faire l'Europe des résistants à l'impéria-
lisme.

La discussion est ouverte, pour renforcer la résistance...

== == == == ==

Nous avons reçu du GROUPE D'INFORMATIONS SUR LES ILES CANARIES une brochure qui s'appelle: "Iles Canaries: un peuple en lutte contre le colonialisme espagnol"

Cette brochure est disponible auprès du Groupe, à cette adresse:
Informations Canaries adresse du bureau du MPAIAC:
c/o librairie Graffiti BP 216 - Alger (Gare) Algérie
place Saint-Louis
29200 BREST/ LEON Bretagne

Extraits de la brochure:

" LE BATON ET LA CAROTTE POUR LE MAINTIEN DU STATUT COLONIAL

L'Espagne a donc un grand intérêt à maintenir sa domination aux Canaries.

* Elle a pour cela d'importantes troupes d'occupation. 30 000 militaires (dont la Légion et plusieurs compagnies anti-guerilla), 15 000 policiers (Garde Civile, Police Armée, Services Spéciaux..) cantonnent en permanence dans l'Archipel. Spécialiste de la répression, de la torture, des assassinats, cette soldatesque est commandée par des bouchers qui ont fait leurs preuves en Euzkadi-Sud, au Sahara "espagnol" et aux Canaries.

* Parallèlement, dans le cadre du processus de démocratisation le colonialisme annonce que les Canaries seront autonomes; il l'avait fait pour endormir le peuple sahraoui, ce processus est en cours en Euzkadi et, si l'on regarde de plus près, cette autonomie ressemble étrangement à l'Union Française que proposait la bourgeoisie à la "Libération" pour maintenir sa présence coloniale dans le monde.

LES CANARIES, UN POINT STRATEGIQUE D'IMPORTANCE POUR L'IMPERIALISME

L'Archipel est un carrefour pour le transit international; en 75, 23 748 navires et 104 952 avions ont fait escale et se sont ravitaillés aux Canaries.

Il est aussi un cordon ombilical pour les racistes blancs de l'Afrique australe isolés par la majorité des Etats africains; les avions, les navires, le câble sous-marin les liant à l'Europe et à l'Amérique passe par les Canaries.

Mais c'est surtout une plateforme d'agression contre l'Afrique.

* Lors des guerres coloniales portugaises, bâtiments et avions se ravitaillaient et transitaient aux Canaries;; les deux interventions françaises au Zaïre ont également nécessité un transport de troupes et de matériel par les Canaries. En décembre 77, plusieurs avions français chargés de bombarder les colonnes du Polisario sont partis de Gando aux Canaries.

* Véritable "porte-avions fixe" à proximité de l'Afrique occidentale et de l'entrée de la Méditerranée et à quelque distance de l'Europe de l'Ouest, les Canaries présentent un haut intérêt pour l'impérialisme, et la France et les USA y sont implantés.

Les installations que la France avait à HALAGUIR (Algérie) se trouvent aujourd'hui à Sardina del Sur (G.Canaria)

La présence des USA est beaucoup plus importante:

ses navires de guerre peuvent mouiller dans les ports et une immense base navale est en construction au sud de Gran Canaria

A Punta de Teno, ils disposent d'une base pour sous-marins classiques et, récemment, dans Fuerte Ventura, une base de ravitaillement pour sous-marins nucléaires Trident de 150 m de long, 16000 T de jauge, porteurs de missiles Poseidon de 10 000 km de portée a été installée.

Plusieurs bases de radars longue portée fonctionnent dans l'Archipel (l'une est dans l'île de Gran Canaria) Construite il y a peu, une importante piste d'aviation permet d'accueillir les plus gros transporteurs militaires au monde.

* Avec l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN et la création du Pacte Atlantique Sud (OTAS), les Canaries seront le point de jonction idéal entre ces deux instruments d'agression des USA.

Les Canaries, ainsi militarisées par les USA grâce à la bienveillance du colonialisme espagnol, sont une "épée de Damoclès" pour les peuples de cette partie de l'Afrique, l'impérialisme pouvant intervenir aisément de ce "pied à-terre".

L'occupation des Canaries est donc indispensable à l'économie et à la stratégie militaire de l'impérialisme occidental.

L'EPOQUE MODERNE

En 50, des groupes conscients de la situation coloniale apparaissent dans les différentes îles et, jusqu'en 56, entretiennent des contacts. Certains nationalistes sont pour une lutte "culturelle" d'autres, par contre, pensent que le combat national passe avant tout par les luttes populaires et l'affrontement avec le colonialisme.

Cette tendance triomphe (elle se concrétise, en 61, par la création du Mouvement autonomiste canarien) et soutient, suscite, anime des grèves de dockers, de boulangers, de laitiers, de remorqueurs et de paysans de 60 à 62. L'action du MAC culmine avec une manifestation de 15000 personnes qui défilent à Las Palmas aux cris de "Vive l'indépendance!", "Dehors les Goths!" et "vive les Canaries libres!"

Victime de la répression et de problèmes internes, la MAC connaît quelques difficultés, et, le 22-10-64, il se transforme et devient le MPAIAC, Mouvement pour l'Autodétermination et l'Indépendance de l'Archipel Canarien. Ses buts sont l'indépendance, les libertés et le socialisme, le moyen qu'il préconise c'est la lutte armée.

A l'heure actuelle,

En 11 ans, le MPAIAC a travaillé en profondeur dans le peuple canarien et, depuis 75, la lutte contre le colonialisme espagnol connaît une ampleur sans précédent. Les grèves générales et sectorielles et les manifestations agitent fréquemment les îles. Après l'assassinat d'un militant du MPAIAC, le 24-9-76, par exemple, quatre jours durant, de véritables émeutes se sont déroulées à Las Palmas

Nous terminerons la publication de ces informations sur les Camarades dans le numéro 12.

= = = = =

EUSKADI: LES CAMARADES BASQUES LIVRES AUX TORTIONNAIRES

Une fois de plus les Etats européens ont jeté leur masque démocratique en face des mouvements de résistance, et se sont ligüé pour tenter d'exterminer des révolutionnaires: les discours démocratiques n'arrivent pas à cacher la véritable face de la politique de domination qui se joue à coup de tortures, d'assassinats, comme pour les camarades basques qui non seulement jusqu'à présent se faisaient assassiner réfugiés en France par les commandos fascistes espagnols jouissant d'une incroyable facilité d'actions, mais se font maintenant arrêter puis remettre aux mains des tortionnaires espagnols, ceux-là même qui étaient déjà actifs sous Franco, bourreaux responsables de crimes atroces, et qui aujourd'hui participent au grand jeu de la "démocratisation espagnole"

Les camarades de l'ETA ont été livrés à ces bourreaux. Klaus Croissant a été livré à ses bourreaux, et c'est bien la même solidarité des Etats impérialistes européens. L'Espagne, qui attend impatiemment de rentrer dans les communautés européennes, a appelé à l'aide l'Italie et la toute-puissante RFA, leur demandant de soutenir Soares dans son premier discours devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, discours qu'il a annoncé comme étant un "réquisitoire" contre la France qui aide l'ETA en accordant aux combattants le droit d'asile politique et en leur permettant d'utiliser le sud-ouest comme plateforme d'action". L'Italie et la RFA ont bien sûr accordé leur appui à Soares et la France qui avait déjà négocié avec l'Espagne (cf la visite du 1^{er} ministre espagnol en France il y a quelques semaines) s'est empressée devant ses partenaires de céder ces camarades, avec un cynisme total, celui qui consiste à dire: "L'Espagne s'est démocratisée, le statut de réfugié politique n'a plus de raison d'être"

Et l'Espagne s'est tellement démocratisée que chacun des sept camarades basques a été terriblement torturé, sans compter bien sûr le zèle des policiers français, comme le cite le "Canard Enchaîné" (mercredi 14/2/79), ils ont été torturés au point de perdre plusieurs fois connaissance ... Ce même article du canard Enchaîné conclue: "L'Espagne est peut-être sur le chemin de la démocratie. La France, sûrement pas."

Dans ceci, on voit bien, en tous cas, comment le Parlement Européen entend jouer son rôle de gendarme contre-révolutionnaire pour permettre aux véritables spécialistes de la terreur d'agir sans frontières contre les peuples en lutte

Partout plus que jamais la résistance à l'impérialisme est d'actualité.
Soutenons les révolutionnaires basques contre l'Europe des tortionnaires.